

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2017

PLF POUR 2018 - (N° 235)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° I-712

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 9, insérer l'article suivant:**

I. – L'article 39 *decies* A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, l'année : « 2017 » est remplacée par l'année : « 2023 » ;

2° À la première et à la dernière phrase du troisième alinéa, après le mot : « achat » sont insérés les mots : « , ou en application d'un contrat de location longue durée » ;

3° Au quatrième alinéa, après le mot : « crédit-bail » sont insérés les mots : « , en location longue durée ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objectif de favoriser l'investissement des petites et moyennes entreprises (PME) françaises de transport routier dans des solutions de mobilité plus respectueuses de l'environnement et de la qualité de l'air. Il est ainsi proposé de prolonger le dispositif de suramortissement actuellement en vigueur appliqué sur l'achat de véhicules de 3,5 tonnes et plus roulant au GNV et BioGNV de décembre 2017 à décembre 2023, année correspondant à la cible de l'objectif fixé dans la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) de 40 000 poids lourds roulant au GNV/BioGNV. Cette mesure a, en effet, été identifiée comme la plus incitative pour les transporteurs à passer au GNV/BioGNV, carburants identifiés comme alternatifs aux carburants classiques en raison de la réduction des émissions d'oxyde d'azote, de particules et de CO2 que leur utilisation permet. De plus, le présent amendement propose d'élargir le bénéfice de ce dispositif aux

entreprises ayant recours à la location longue durée. Pourtant, la location longue durée représente entre 30 % (longue distance) et 60 % (dernier kilomètre) du transport routier de marchandises. Un élargissement du dispositif à la location longue durée permettrait de couvrir l'ensemble du secteur du transport de marchandises et ainsi d'élargir le champ d'action des mesures favorisant les conversions vers des solutions GNV.